

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	23	2

N° de la séance : 04

Objet de la délibération : Direction  
Développement de la Technopole Sophia  
Antipolis - Soutien au développement  
territorial et animation - Réseaux et  
acteurs de l'accompagnement -  
Attribution de subventions

- ☒ Original  
☐ Expédition certifiée conforme à  
l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2020.051

Date de la convocation :

**Le 04/02/2020**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **25 FEV. 2020**

de la réception s/Préfecture  
en date du **26 FEV. 2020**

Pour le Président,  
La Responsable de Service

*Directrice des Affaires Générales  
du Juridique et du Contrôle*

Laurence MALHERBE

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 10 février 2020**

L'an deux mil vingt et le 10 février à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

**ABSENTS :**

Christophe ETORE, Jean-Pierre MASCARELLI

**Monsieur LEONETTI,**

Par délibération n° CC.2016.144 du 26 septembre 2016, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis s'est engagée à poursuivre et renforcer son soutien aux acteurs du développement économique sur Sophia Antipolis.

**L'incubateur PACA-Est**, association fondée en 2000, accompagne depuis 19 ans les projets de création d'entreprises innovantes. L'association compte 27 membres (personnes morales) en 2020, et 6 salariés, qui se partagent les missions d'accompagnement dans les bureaux de Sophia Antipolis, Toulon et Nice. A Sophia Antipolis, l'incubateur est hébergé au business pole et propose de l'hébergement aux projets sélectionnés pour une période de 2 ans.

**L'incubateur Télécom Paris Eurecom Entrepreneurs** s'est doté d'un incubateur à Paris qui a été relayé par la création d'un second incubateur en Mai 2006 à Sophia Antipolis. Télécom Paris s'est implanté sur la technopole en se rapprochant de sa filiale Eurecom, et a donné naissance à l'incubateur Télécom Paris Eurecom Entrepreneurs. Accompagnement de 10 - 15 porteurs de projets en incubation + une dizaine de futurs entrepreneurs en maturation.

**Télécom Valley** est une association en charge de l'animation des acteurs azuréens du numérique, hébergée au Business Pôle, dont la C.A.S.A. est membre. Elle gère également le Fab Lab de Sophia Antipolis : le SoFab @LaFabrique. Ce Fab Lab a été inauguré en 2014, avec plus de +1180 participants depuis l'inauguration. Sa superficie a été quadruplé en 2019 pour répondre aux demandes de l'écosystème.

**Le réseau Entreprendre Côte d'Azur** accompagne des entrepreneurs dans la création d'entreprises à fort potentiel de croissance et d'emplois (5 emplois à créer en 3 ans) grâce à des prêts personnels de 35 K€ en moyenne, pour une durée de 5 ans et un accompagnement fort proposé par les membres bénévoles de l'association.

**Recherche et Avenir**, propose un accompagnement personnalisé vers l'emploi des docteurs en entreprise au sein du tissu économique régional et mise à disposition des acteurs de la Recherche, du développement et de l'innovation de son réseau de docteurs et d'entreprises partenaires. Ceci dans un but de faciliter le Rapprochement Universités-Entreprises (RUE).

Les réseaux et acteurs de l'accompagnement participent depuis de nombreuses années au développement, au rayonnement et à l'attractivité de Sophia Antipolis à travers des actions spécifiques :

- Concours : challenges Jeunes Pousses, European Satellite Navigation Competition (ex- Galileo Master), .... ;
- Accompagnement des étudiants entrepreneurs à travers le programme « PEPITE Est » ;
- Sélection et accompagnement de projets de créations d'entreprises innovantes selon des critères propres ou les critères d'innovation de la BPI ;
- Ateliers, déjeuners de réseautage et conférences ;
- Participation aux événements organisés par la Direction Développement de la Technopole Sophia Antipolis.

Les objectifs de ces structures s'alignent sur la stratégie de développement économique et d'attractivité territoriale de Sophia Antipolis.

Les objectifs pour l'année 2020 de ces structures sont les suivants :

- Favoriser l'essor de nouvelles entreprises innovantes sur le territoire de Sophia Antipolis en accompagnant des porteurs de projets sélectionnés selon les modalités propres de chaque structure :
  - **Incubateur PACA – Est :**
    - Maintenir ou augmenter le nombre d'entrées en incubation par rapport à 2020 ;
    - Poursuivre les actions menées pour les entreprises en incubation ;
    - Mener des actions de sensibilisation à l'entrepreneuriat pour les étudiants du 3<sup>e</sup> cycle d'UCA.
  - **Incubateur Telecom Paris Eurecom Entrepreneurs :**
    - Maintenir ou augmenter le nombre d'entrées en incubation par rapport à 2020 ;
    - Poursuivre les actions menées pour les entreprises en incubation ;
    - Mener des actions de sensibilisation à l'entrepreneuriat pour les étudiants du 3<sup>e</sup> cycle d'UCA.
  - **Telecom Valley :** assurer l'animation des acteurs du Numérique et l'organisation d'évènements, également pour le compte de la French Tech Côte d'Azur.
  - **Réseau Entreprendre CA :** maintenir ou augmenter le nombre de projets d'entreprises étudiés en comité d'engagement.



- **Recherche et Avenir** : faciliter le rapprochement entre les PME et les laboratoires de recherche du territoire afin d'aider les entreprises à se développer en s'appuyant sur l'expertise et les compétences de ces laboratoires.
- Participer à l'animation de l'écosystème de Sophia Antipolis à travers des événements réguliers
  - Mettre en place des conventions de partenariat avec la French Tech pour l'organisation ou la participation à des actions en faveur des entreprises du numérique,
  - Participer dans la mesure du possible aux événements organisés par la Direction Développement de la Technopole Sophia Antipolis : conférences, présentations, séances de networking...
- Recrutement ou fidélisation des membres existants
  - **Incubateur PACA – Est** : poursuivre la politique de fidélisation des membres existants.
  - **Incubateur Telecom Paris Eurecom Entrepreneurs** : poursuivre la politique de fidélisation des membres existants.
  - **Telecom Valley** : mettre en place des actions de recrutement de nouveaux membres et mettre en place une stratégie de fidélisation des membres.
  - **Réseau Entreprendre CA** : augmentation du nombre de membres par rapport à 2019 avec une volonté d'accueillir plus d'ETI.
  - **Recherche et Avenir** : aider davantage d'acteurs des mondes académique et économique à exprimer leurs besoins et à identifier le bon partenaire pour l'établissement d'une collaboration de recherche fructueuse.

C'est dans ce contexte que les structures présentées sollicitent de la part de la C.A.S.A. les montants suivants :

	<b>Budget total (€) actions 2020</b>	<b>Montant sollicité 2020</b>	<b>Montant proposé 2020</b>
<b>Incubateur Paca-Est</b>	1 110 562 €	65 000 €	<b>65 000 €</b>
<b>Incubateur Telecom Paris Eurecom Entrepreneurs</b>	416 800 €	110 000 €	<b>90 000 €</b>
<b>Telecom Valley</b>	437 119 €	60 000 €	<b>60 000 €</b>
<b>Réseau Entreprendre Côte d'Azur</b>	535 000 €	15 000 €	<b>13 000 €</b>
<b>Recherche et Avenir</b>	237 000 €	10 000 €	<b>10 000 €</b>

Il est donc proposé au Bureau Communautaire de valider les propositions suivantes en termes de subvention et d'indicateurs de performance :

En termes d'indicateurs, il est proposé d'instaurer pour chaque entité les indicateurs suivants :

Favoriser l'essor de nouvelles entreprises innovantes sur le territoire de Sophia Antipolis en accompagnant des porteurs de projets sélectionnés selon les modalités propres de chaque structure	
<b>Incubateur PACA – Est</b>	Nombre de projets ayant candidaté Nombre d'entrées en incubation Liste des actions menées pour les entreprises en incubation Liste des actions de sensibilisation à l'entrepreneuriat pour les étudiants du 3 <sup>e</sup> cycle d'UCA.

<b>Incubateur Telecom Paris Eurecom Entrepreneurs</b>	<p>Nombre de projets ayant candidaté</p> <p>Nombre d'entrées en incubation</p> <p>Liste des actions menées pour les entreprises en incubation</p> <p>Liste des actions de sensibilisation à l'entrepreneuriat pour les étudiants du 3e cycle d'UCA.</p>
<b>Telecom Valley</b>	<p>Nombre d'évènements réalisés sur le territoire de Sophia Antipolis et nombre de participants / adhérents</p> <p>Communication</p> <p>Valorisation des actions auprès de l'Ecosystème (réseaux sociaux, médias, ...)</p> <p>Campagne de communication sur le concours Jeunes Pousses</p> <p>Nombre d'étudiants de Sophia Antipolis participant au challenge Jeunes Pousses</p> <p>Trophée Objets Connectés</p>
<b>Réseau Entreprendre CA</b>	<p>Nombre de projets d'entreprises étudiés en comité d'engagement</p> <p>Nombre de projets sur le territoire CASA</p> <p>Créations d'emplois sur les entreprises accompagnées</p> <p>Montant total de prêts accordés</p>
<b>Recherche et Avenir</b>	<p>Nombre d'entreprises et de laboratoires sophipolitains impliqués</p> <p>Nombre de rencontres organisées en comité one to one entre start-ups/PME/PMI/TPE sophipolitaines et laboratoires</p> <p>Nombre de partenariats initiés impliquant des Masters, Doctorants et/ou Jeunes Docteurs, Ingénieurs et entreprises sophipolitaines</p> <p>Nombre d'ateliers et de formations organisés par REA sur le territoire de Sophia Antipolis et nombre de participants</p> <p>Campagne de communication sur les événements et actions.</p>
Participer à l'animation de l'écosystème de Sophia Antipolis à travers des événements régulier	
Toutes les structures	<p>Conventions de partenariat avec la French Tech pour l'organisation ou la participation à des actions en faveur des entreprises du numérique</p> <p>Participation dans la mesure du possible aux événements organisés par la mission « accueil et hébergement des entreprises » : conférences, présentations, séances de networking...</p> <p>Nombre de candidatures du territoire reçues pour les événements / concours organisés.</p>
Recrutement ou fidélisation des membres existants	
<b>Incubateur PACA – Est</b>	<p>Actions de fidélisation des membres</p> <p>Niveau de satisfaction générale des incubés</p>



<b>Incubateur Paris Entrepreneurs</b>	<b>Telecom Eurecom</b>	Actions de fidélisation des membres Niveau de satisfaction générale des incubés
<b>Telecom Valley</b>		Actions de recrutement de nouveaux membres – Stratégie de fidélisation des membres Niveau de satisfaction des membres
<b>Réseau CA</b>	<b>Entreprendre</b>	Nombre de membres par rapport à 2019 Nombre d'ETI parmi les membres Niveau de satisfaction des accompagnés / des membres
<b>Recherche et Avenir</b>		Augmentation du nombre de mises en relation entre entreprises et laboratoires de Sophia Antipolis Augmentation du nombre de partenariats Nombre de recrutements de stagiaires, doctorants ou jeunes docteurs

**Les projets de subvention aux Réseaux et acteurs de l'accompagnement représentent un coût global de 238 000 € pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis.**

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2014.005 du 14 avril 2014 par laquelle le Bureau a reçu délégation du Conseil pour prendre toutes décisions, à l'exception des décisions budgétaires, en matière de subvention à recevoir ou à accorder,

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver les montants des subventions attribuées par la CASA aux Réseaux et acteurs de l'accompagnement et de leurs projets au titre de l'année 2020 comme suit :
  - Incubateur Paca-Est 65 000,00 €
  - Incubateur Telecom Paris Eurecom Entrepreneurs 90 000,00 €
  - Telecom Valley 60 000,00 €
  - Réseau Entreprendre CA 13 000,00 €
  - Recherche et Avenir 10 000,00 €
- d'approuver les termes des conventions se rapportant à l'attribution des subventions aux Réseaux et acteurs de l'accompagnement, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ces conventions ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense sur Chapitre « 65 » de la Section de Fonctionnement du Budget Principal au titre de l'année 2020 ; Direction Développement de la Technopole Sophia Antipolis.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver les montants des subventions attribuées par la CASA aux Réseaux et acteurs de l'accompagnement et de leurs projets au titre de l'année 2020 comme suit :
  - Incubateur Paca-Est 65 000,00 €
  - Incubateur Telecom Paris Eurecom Entrepreneurs 90 000,00 €
  - Telecom Valley 60 000,00 €
  - Réseau Entreprendre CA 13 000,00 €
  - Recherche et Avenir 10 000,00 €
- d'approuver les termes des conventions se rapportant à l'attribution des subventions aux Réseaux et acteurs de l'accompagnement, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ces conventions ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense sur Chapitre « 65 » de la Section de Fonctionnement du Budget Principal au titre de l'année 2020 ; Direction Développement de la Technopole Sophia Antipolis.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 10 février 2020  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

## CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION RECHERCHE ET AVENIR

### Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 10 février 2020 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

### ET

L'Association dénommée Association RECHERCHE ET AVENIR - Association Européenne pour l'Education et la Recherche en Sciences régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de favoriser la Recherche Publique & Privée, l'Innovation et l'emploi des Diplômés en Sciences, dont le siège social est situé à Cannes, 11 rue Velasquez BP 209 – 06408 Cannes Cedex, représentée par Madame Anne-Laure ROLLET agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **REA**

### EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

Conformément à ses statuts, REA exerce notamment une mission relative à l'exercice de cette compétence : accompagnement personnalisé vers l'emploi des docteurs en entreprise au sein du tissu économique régional et mise à disposition des acteurs de la Recherche, du Développement et de l'Innovation de son réseau de docteurs et d'entreprises partenaires.

Sa connaissance de terrain à la fois de la Recherche publique et de la Recherche privée lui permet d'être un acteur efficace dans les actions de Rapprochement Universités-Entreprises (RUE), en plaçant les docteurs au cœur des partenariats.

Par un accompagnement personnalisé vers l'emploi (formation, ateliers, tables rondes, suivi), REA facilite l'intégration des jeunes docteurs en entreprise au sein du tissu économique local.

REA participe ainsi à favoriser :

- Insertion : Accompagnement personnalisé des docteurs
- Interaction : Développement d'une plateforme d'interaction Industrie – Recherche – Education - Culture
- Innovation : Soutien aux projets innovants avec accompagnement Universités-Entreprises

Son workshop annuel traite des enjeux de la Recherche et de l'Innovation en France à travers les emplois et les projets collaboratifs.

L'association a également deux projets en cours de montage : i. une formation courte des jeunes docteurs via le dispositif RUE ; et ii. un projet européen Erasmus + « Alliance des Compétences ».

Dans ce cadre, il est prévu de déployer le projet de Rapprochement Université – Entreprises (RUE) consistant en une mise en relation des mondes économique et académique et plus précisément, les TPE / PME / PMI (notamment sur Sophia Antipolis) avec les Laboratoires de Recherche & Etudiants (masters, doctorants) et jeunes docteurs.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, REA s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, l'organisation du Workshop ainsi que son projet de Rapprochement Université – Entreprises (RUE).

1. **Action 1 :** Le workshop 2020 a eu pour objet « **Robotique et innovation : les enjeux technologiques et sociétaux** » et s'est tenu le 30 janvier 2020 au Business Pôle. Le programme était le suivant :

Programme	
8h30-9h00	Accueil Petit-Déjeuner
9h00-10h00	<b>Véhicule autonome : un robot au service de la mobilité</b> Quels modèles de véhicule pour répondre à la mobilité ? Communication et performance : développements technologiques Sécurité et responsabilité : enjeux sociétaux et juridiques
10h15-11h15	<b>Les robots dans l'Industrie 4.0</b> Les enjeux de productivité La libération de la pénibilité L'impact sur le travail sur les hommes et les femmes
11h30-12h30	<b>Robotique et santé : enjeux du handicap et du vieillissement</b> Exosquelette ou assistance médicale Robot compagnon ou maintien à domicile Vers le transhumanisme ?
12h30-14h00	Buffet Lunch, offert par REA



Les objectifs de l'événement étaient:

- De mettre en lumière les enjeux technologiques et sociétaux qui accompagnent le développement de la Robotique,
- De favoriser l'établissement de partenariats entre les acteurs de la science et de l'innovation et le monde de l'entreprise.



2. **Action 2 :** Le projet RUE ayant montré son efficacité, il poursuit sa phase de consolidation et de régionalisation, ses missions sont :
- Capitaliser sur le bilan des quatre phases (accumulés sur 4 ans): pilote, déploiement et consolidation à travers la validation et la duplication des process
  - Sensibiliser les PME (start-ups, TPE, PME, PMI, GG) au potentiel de collaboration effective et d'accompagnement vers l'innovation
  - Identifier les besoins et verrous technologiques des entreprises via les différents partenaires (Pôles de compétitivité, incubateurs, pépinières, BPI, CCI...)
  - Identifier et suivre les projets de recherche matures des laboratoires et proposer un projet de thèse avec un doctorant à une entreprise qui aurait défini un besoin en rapport avec le projet de recherche
  - Organiser des rencontres en comités restreints à partir des potentiels publics/privés identifiés en présence d'un médiateur/facilitateur REA
  - Accompagner les partenariats Laboratoires / Entreprises dans la définition, la négociation et le développement des projets et mise en relation avec les tutelles de recherche pour l'établissement de contrats collaboratifs
  - Accompagner les Masters, Doctorants et jeunes Docteurs auprès des entreprises dans leur intégration du monde économique ou en les incitant à créer leur propre entreprise innovante
  - Dresser un bilan du retour d'expérience des quatre phases et communication (médiatisation des témoignages)

Les objectifs de ce projet sont les suivants :

Le projet de rapprochement entre les laboratoires de recherche publique et les entreprises du territoire vise à aider le développement des PME et TPE (notamment celles de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis), grâce à une collaboration active des Laboratoires Publics et Universitaires.

Dans ses phases expérimentales et de déploiement, ce projet a clairement montré la nécessité d'aider les acteurs des mondes académique et économique à exprimer leurs besoins et à identifier le bon partenaire pour l'établissement d'une collaboration de recherche fructueuse. Ce projet fait suite au constat que la puissance de recherche publique du département est insuffisamment mise à disposition des entreprises en quête d'innovation comme source de développement. De fait, il est apparu évident aux porteurs de projet de proposer une solution visant à rapprocher les PME des laboratoires de recherche de la région afin d'aider les entreprises à se développer en s'appuyant sur l'expertise et les compétences de ces laboratoires. Les premiers résultats de ce projet (à l'issue des phases pilote et de déploiement) ont montré un excellent taux de transformation après la qualification (90%).

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement REA pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2020.

En cas de non réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

### **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible du plan d'actions sur la durée de la convention est évalué à 10.000 €, pour un budget global de 237.000 €, conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

### **ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 10.000 €.

Cette subvention sera versée en un seul versement à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'Association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

### **ARTICLE 5 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'association REA s'engage à fournir, dans le courant du 2<sup>e</sup> trimestre 2021, un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs clés de performance, quantitatifs et qualitatifs, portent sur :

- Nombre d'entreprises et de laboratoires sophilopolitains impliqués
- Nombre de rencontres organisées en comité one to one entre start-ups/PME/PMI/TPE sophilopolitaines et laboratoires
- Nombre de partenariats initiés impliquant des Masters, Doctorants et/ou Jeunes Docteurs, Ingénieurs et entreprises sophilopolitaines
- Nombre d'ateliers et de formations organisés par REA sur le territoire de Sophia Antipolis à destination des acteurs économiques et académiques sophilopolitains et en lien avec les thématiques clés et la recherche effectuée sur Sophia Antipolis
  - Indicateurs de participation : nombre de participants et ratio acteurs économiques vs acteurs académiques (Masters, Doctorants et/ou Jeunes Docteurs)
  - Indicateurs communication : nombre de parutions presse, interviews, relais partenaires, réseaux sociaux, site Internet

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'Association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action au cours du premier semestre 2021.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

➤ L'Association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

### **Commission paritaire**

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

### **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

REA s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'Association REA remettra chaque année à la C.A.S.A. son bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable.

En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 30 juin au plus tard de l'année 2021.
- Si l'Association REA est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ **REA devra valoriser l'engagement, la participation et le soutien financier de la C.A.S.A. par la présence d'un logo et d'une mention dans l'ensemble des documents et supports de communication / d'informations diffusés par l'association, tous formats confondus, en lien avec l'action subventionnée.**

**Par ailleurs la marque « SOPHIA ANTIPOLIS » (logo et mention) devra aussi être présente sur les supports relatifs aux projets, événements et accompagnement des entreprises du territoire pour des raisons de visibilité et de pertinence. Enfin, dans le cadre de la contribution du partenaire au rayonnement de Sophia Antipolis, ce dernier s'engage, pendant toute la durée de la convention, à partager avec la technopole ses actualités et annonces d'événements à destination de la communauté sophilopolitaine et à mettre en avant le lien du site web et des réseaux sociaux de la technopole dans sa communication en ligne.**



## **ARTICLE 7 : ASSURANCE**

REA reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

## **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association REA, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

## **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

REA s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

## **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

## **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

**ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE**

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association REA,  
  
La Présidente,

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Le Président,

**Anne-Laure ROLLET**

**Jean LEONETTI**

## 5. Budget<sup>1</sup> de l'association

Année 20.19 ou exercice du 01/10/2019.. au 30/09/2020...

Budget supplémentaire -  
demande pluriannuelle

Suppression du budget -  
demande pluriannuelle

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 - Achats</b>	700	<b>70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	22 000
Achats matières et fournitures	200	<b>73 - Dotations et produits de tarification</b>	110 000
Autres fournitures	500	<b>74 - Subventions d'exploitation<sup>2</sup></b>	103 000
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
<b>61 - Services extérieurs</b>	4 400	DRRT PACA - CDT	30 000
Locations	4 160		
Entretien et réparation			
Assurance	140	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	100	Région Sud PACA	25 000
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	22 900	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	400		
Publicité, publication	3 200		
Déplacements, missions	17 800	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	1 500	MNCA CASA CAPG CACPL	30 000
<b>63 - Impôts et taxes</b>	0	MTPM CAVEM CADPV	18 000
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
<b>64 - Charges de personnel</b>	194 800	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	115 300	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	78 400	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	1 100	Aides privées (fondation)	
<b>65 - Autres charges de gestion courante</b>	3 900	<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	1 550
		756. Cotisations	1 550
		758. Dons manuels - Mécénat	
<b>66 - Charges financières</b>		<b>76 - Produits financiers</b>	350
<b>67 - Charges exceptionnelles</b>	10 000	<b>77 - Produits exceptionnels</b>	
<b>68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées</b>	300	<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	
<b>69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés</b>		<b>79 - Transfert de charges</b>	100
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	237 000	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	237 000
<b>Excédent prévisionnel (bénéfice)</b>		<b>Insuffisance prévisionnelle (déficit)</b>	

### CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE<sup>3</sup>

<b>86 - Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	37 800
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	700	871 - Prestations en nature	14 500
862 - Prestations	14 500		
864 - Personnel bénévole	37 800	875 - Dons en nature	700
<b>TOTAL</b>	53 000	<b>TOTAL</b>	53 000

<sup>1</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>2</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

<sup>3</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat ; voir notice.



## CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION RESEAU ENTREPRENDRE CÔTE D'AZUR

### Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 10 février 2020 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

### ET

L'Association dénommée Association Réseau Entreprendre Côte d'Azur régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de favoriser par l'action de chefs d'entreprise l'initiative économique, dont le siège social est situé Nice Premium, 61 avenue Simone Veil, 06200 NICE, représentée par Alain GRANDJEAN agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **Réseau Entreprendre Côte d'Azur**

### EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

Conformément à ses statuts, Réseau Entreprendre Côte d'Azur exerce notamment une mission relative à l'exercice de cette compétence : mission de création d'emplois et de richesses sur le territoire.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, Réseau Entreprendre Côte d'Azur s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de création d'emplois et de richesse sur le territoire sôphipolitaïn grâçe à l'accompagnement de nouveaux chefs d'entreprise, à fort potentiel de développement.

Cet accompagnement s'articule autour de 4 axes principaux :

- Accompagnement financier : projets à fort potentiel de développement par un Prêt d'Honneur (à taux 0, sans garanties) de 15 000 à 90 000 € ;
- Accompagnement collectif : par l'organisation de clubs des lauréats mensuels permettant aux entrepreneurs d'échanger sur les thématiques liées à l'entrepreneariat (recrutement des salariés, communication, financements, etc.) ;
- Accompagnement individuel : par un chef d'entreprise membre de l'association (mentorat) ;
- Intégration dans les réseaux économiques nationaux et internationaux : par l'effet de la fédération Réseau Entreprendre qui rassemble plus de 14 000 chefs d'entreprises en France et à l'étranger.

Réseau Entreprendre Côte d'Azur s'engage à louer un bureau dans les locaux du Business Pôle pour assurer l'accompagnement des entreprises du territoire de la CASA et y tenir sa permanence.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement l'association Réseau Entreprendre Côte d'Azur pour la réalisation de ces objectifs.

### **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2020.

En cas de non réalisation dans ce délai, la C.A.S.A se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

### **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COÛTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible du plan d'actions sur la durée de la convention est évalué à 13 000 €, pour un budget global de 535 000€, conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

### **ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 13 000 €.

Cette subvention sera versée en un seul versement à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association Réseau Entreprendre Côte d'Azur par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

#### **ARTICLE 5 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATION FINALE**

➤ L'Association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée avant la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2021 (le 30 juin 2021 au plus tard).

L'association Réseau Entreprendre Côte d'Azur s'engage à fournir un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de projets d'entreprises étudiés en comité d'engagement
- Nombre de projets sur le territoire CASA / sophipolitains rencontrés et pré-accompagnés ou réorientés vers d'autres structures d'accompagnement
- Montant total de prêts accordés
- Nombre de candidats Nombre d'emplois créés ou maintenus sur le territoire sophipolitain
- Nombre d'entreprises sophipolitaines labellisées
- Nombre d'heures de bénévolat
- Nombre de Club des Lauréats

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'Association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante :

➤ L'Association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

#### **Commission paritaire**

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

#### **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

L'association Réseau Entreprendre Côte d'Azur s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'Association Réseau Entreprendre Côte d'Azur remettra chaque année à la C.A.S.A son bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable.
- En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.



- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 30 avril au plus tard de l'année 2021.
- L'Association Réseau Entreprendre Côte d'Azur est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ **RESEAU ENTREPRENDRE COTE D'AZUR** devra valoriser l'engagement, la participation et le soutien financier de la C.A.S.A. par la présence d'un logo et d'une mention dans l'ensemble des documents et supports de communication / d'informations diffusés par l'association, tous formats confondus, en lien avec l'action subventionnée. Par ailleurs la marque « SOPHIA ANTIPOLIS » (logo et mention) devra aussi être présente sur les supports relatifs aux projets, événements et accompagnement des entreprises du territoire pour des raisons de visibilité et de pertinence. Enfin, dans le cadre de la contribution du partenaire au rayonnement de Sophia Antipolis, ce dernier s'engage à alimenter régulièrement le site web de la technopole tout au long de l'année à travers le partage d'actualités et d'annonces d'événements à destination de la communauté sophilopolitaine et à mettre en avant le lien du site web et des réseaux sociaux de la technopole dans sa communication en ligne.

#### **ARTICLE 7 : ASSURANCE**

L'association Réseau Entreprendre Côte d'Azur reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

#### **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association Réseau Entreprendre Côte d'Azur et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA CASA**

L'association Réseau Entreprendre Côte d'Azur s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A pourra exiger le reversement des sommes.

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE**

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association  
Réseau Entreprendre Côte d'Azur,  
Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Le Président

**Alain GRANDJEAN**

**Jean LEONETTI**

## 5. Budget<sup>1</sup> de l'association

Année 2020 ou exercice du 01/01/2020.. au 31/12/2020...

Budget supplémentaire -  
demande pluriannuelle

Suppression du budget -  
demande pluriannuelle

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 - Achats</b>	3 000	<b>70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	
Achats matières et fournitures	3 000	<b>73 - Dotations et produits de tarification</b>	
Autres fournitures		<b>74 - Subventions d'exploitation<sup>2</sup></b>	55 100
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
<b>61 - Services extérieurs</b>	5 350		
Locations	5 000		
Entretien et réparation			
Assurance	350	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	45 200	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	22 500		
Publicité, publication	2 500		
Déplacements, missions	19 500	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	700	METROPOLE Nice Côte d'Azur	15 000
<b>63 - Impôts et taxes</b>	0	Agglo Cannes Pays Lerins - CAPL	15 000
Impôts et taxes sur rémunération	0	Agglo Sophia Antipolis - CASA	15 000
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
<b>64 - Charges de personnel</b>	121 850	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	88 000	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	29 000	Autres établissements publics	1 100
Autres charges de personnel	4 850	Aides privées (fondation)	9 000
<b>65 - Autres charges de gestion courante</b>		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	128 000
		756. Cotisations	128 000
		758. Dons manuels - Mécénat	
<b>66 - Charges financières</b>	9 000	<b>76 - Produits financiers</b>	1 900
<b>67 - Charges exceptionnelles</b>		<b>77 - Produits exceptionnels</b>	
<b>68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées</b>	300	<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	
<b>69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés</b>		<b>79 - Transfert de charges</b>	
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	184 700	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	185 000
<b>Excédent prévisionnel (bénéfice)</b>	300	<b>Insuffisance prévisionnelle (déficit)</b>	

### CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE<sup>3</sup>

<b>86 - Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	350 000
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	350 000	875 - Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	350 000	<b>TOTAL</b>	350 000

<sup>1</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>2</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

<sup>3</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat ; voir notice.



## CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION TELECOM VALLEY

### Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 10 février 2020 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

### ET

L'Association dénommée TELECOM VALLEY par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de fédérer et d'animer l'écosystème TIC local et régional dont le siège social est situé 1047 Route des Dolines – Business Pole Ent A. – BP 19 CS80019 – 06901 SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX, représentée par Monsieur Frédéric BOSSARD ou Monsieur Franck LAVAGNA agissant au lieu et place de l'association en leur qualité de Co-Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **Telecom Valley**

### EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

La C.A.S.A gère la technopole de Sophia Antipolis qui compte 2500 entreprises, en majorité dans des domaines de haute technologie, 38000 emplois, avec une croissance nette de 1000 emplois par an, et totalise un chiffre d'affaires de 5,6 milliards d'euros soit l'équivalent du chiffre d'affaires du tourisme de l'ensemble de la Côte d'Azur. Sophia Antipolis constitue un objet unique caractérisé par la fertilisation croisée et de nombreuses collaborations entre les différents acteurs : laboratoires, monde académique, start-ups, grandes entreprises.

En 2019, l'anniversaire des 50 ans de Sophia Antipolis a été l'opportunité de célébrer 50 ans de recherche et d'innovation et de développement économique du territoire avec une projection dans les 50 prochaines années et la technopole du futur.

Ce cinquantenaire a permis de faire le point sur les réussites d'un projet ambitieux :

- être un territoire pionnier de l'innovation en France et à l'étranger ;
- avoir réussi le pari de combiner besoins d'un territoire local à des enjeux économiques et sociétaux d'envergure nationale ;
- attirer constamment des investisseurs, les talents et étudiants étrangers ;
- créer et animer un écosystème complexe de recherches, d'innovations et d'entrepreneuriat à fort développement.

Conformément à ses statuts, Telecom Valley est une association professionnelle, à but non lucratif, qui regroupe les principaux acteurs des Technologies de l'Information et de la Communication de Sophia Antipolis. Elle constitue aussi un réseau de grands groupes, de PME, d'organismes de recherche et de formation, de partenaires institutionnels et d'organismes de normalisation.

Forte de 160 adhérents, représentant 18 000 salariés, 40 000 étudiants, Telecom Valley anime depuis 28 ans l'écosystème du numérique Azuréen sur le territoire de la French Tech Côte d'Azur. L'association est structurée en commissions thématiques et projets, pilotés par des bénévoles qui fédèrent les communautés m-Tourisme, Open Source, Emploi et Formation, Entrepreneuriat Etudiant (Challenge Jeunes Pousses), Innovation, Agilité-Qualité, User & Customer Experience, Cloud et Sécurité de l'Information, Test & Qualité Logiciel, Prototypage rapide et vulgarisation scientifique et technique (FabLab).

Les 4 valeurs fondatrices de Telecom Valley sont : Animation, Partage, Open Innovation et Business.

Le but de Telecom Valley est de dynamiser l'industrie du numérique dans la Région, en s'appuyant sur le réseau de compétences que constitue les adhérents de l'association et ses partenaires.

Dans le cadre de French Tech Côte d'Azur, Telecom Valley œuvre pour la fédération et l'animation de l'écosystème numérique azuréen. L'association met en place les actions utiles pour soutenir les entreprises locales du secteur, poursuivant 5 objectifs :

- Favoriser le Business par la rencontre et l'échange
- Partager le savoir et les compétences
- Favoriser l'entrepreneuriat étudiant
- Soutenir les entrepreneurs du Numérique au quotidien
- Faire émerger des projets collaboratifs

En outre, Telecom Valley a initié en 2014 un FabLab, dénommé SoFab, en partenariat avec l'Université Nice Sophia Antipolis et l'association Pobot (Club de Robotique de Sophia Antipolis). Pour satisfaire la demande, SoFAB @ La Fabrique a été inauguré le 5 décembre 2019 et s'étend désormais sur plus de 150 m<sup>2</sup>. Le FabLab (FABrication LABoratory) désigne une plateforme technologique permettant, par la mise à disposition d'équipements évolués, de développer logiciels, applications et autres dispositifs.

Ce laboratoire de fabrication se caractérise par l'accueil de tous publics (entrepreneurs, designers, artistes, étudiants) et constitue ainsi un espace de rencontres et de création collaborative qui se déploie non seulement au niveau local mais aussi international, par des échanges mondiaux via les outils numériques utilisés.

Le Campus SophiaTech de l'Université accueille ce FabLab sur une surface de 50 m<sup>2</sup>. Le partenariat avec l'UNS génère une plus-value importante par l'addition des compétences des professeurs, doctorants et chercheurs. L'Université utilise le FabLab dans le cadre de travaux dirigés et permet aux étudiants/doctorants porteurs de projet de valider rapidement leurs prototypes et accroître ainsi les facteurs de réussite nécessaires à la création de leur entreprise.

Au vu de l'intérêt des actions de Telecom Valley pour le territoire, la C.A.S.A. souhaite soutenir l'association et son projet FabLab.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, Telecom Valley s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'animation de l'écosystème du numérique local à travers de projets, actions et communautés thématiques :

- **L'animation de l'écosystème FrenchTech**, notamment par le biais de communautés thématiques :
  - Commission Emploi Formation : organisation des Mornings de Telecom Valley, d'After Work RSE et de la nuit de la formation (de 19H à minuit)
  - Commission Open Source : organisations de workshops, de 5 Tech Confs, de « SophiaConf »
  - Commission Innovation :
    - Atelier « L'innovation vue par ... » : rencontre en vue d'exposer l'innovation développée au sein de chaque entreprise membre de l'association
    - Réunions thématiques « Innovation & Territoires »
  - Commission M-Tourisme :
    - mise en place d'actions pour favoriser le développement industriel des TIC liées au tourisme
    - journée M-tourisme
  - Commission Agilité-Qualité : organisation de l'Agile Tour Sophia Antipolis, des Agiles Lunches French SUG (Scrum User Group) Nice Sophia
  - Commission Sécurité de l'Information et Cloud : rencontres et demi-journée annuelle d'ateliers conférences
  - Test et qualité Logiciel : rencontres et soirée annuelle azurée du test logiciel
  - Expérience utilisateur et client : rencontres, organisation du World Usability Day et travail sur un livre blanc.
- **L'animation du FabLab « SoFab »** dont l'objectif principal est de promouvoir le développement de la filière logicielle Open Source en proposant un lieu ouvert, qui permette:
  - Le déploiement de travaux pratiques pour les étudiants en informatique et électronique de Polytech Nice Sophia et Skema Business School ;
  - La mise en œuvre d'actions de sensibilisation auprès des lycéens sur les métiers de la filière scientifique et technique ;
  - La mise à disposition d'un service support aux créateurs, start-ups, incubés mais aussi aux grands groupes (notamment dans le prototypage rapide) ;
  - L'organisation d'animations accessibles au grand public : prototypage, Do It Yourself (DIY).
  - L'organisation et le suivi du Trophée Objets Connectés et Services, en lien avec l'animation Telecom Valley (Concours de création d'objets connectés et de développement de services associés, en équipes mixtes étudiants / professionnels).

Ce FabLab favorise donc les rencontres, les échanges d'expérience et de savoir-faire entre les chercheurs, artistes, designers, experts. Cette synergie permettra de susciter la créativité et la création d'emplois.
- **L'organisation et le suivi du Challenge Jeunes Pousses** : concours qui a pour objectif de sensibiliser les étudiants (de niveau bac+4) à l'entrepreneuriat dans le domaine de l'innovation et de créer une passerelle entre le monde académique et le monde industriel.

De manière générale, Télécom Valley joue un rôle essentiel dans la promotion de ses adhérents et partenaires ainsi que l'attractivité du territoire, grâce à l'ensemble de ses missions et aux actions de communication idoines.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement Telecom Valley pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2020.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COÛTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 432.119 € soit le montant du budget prévisionnel global de l'association, dont 264.212 € pour les actions d'animation et 67.907 € pour le FabLab, conformément aux budgets prévisionnels figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

## **ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 60.000 € répartis comme suit :

- 35.000 € au titre des actions d'animation de l'écosystème TIC et d'opérateur FrechTech
- 25.000 € au titre du FabLab « SoFab @LaFabrique »

Cette subvention sera versée en 2 temps : 70 % soit 42.000 € à compter de la date d'exécution de la présente convention, les 30 % restant soit 18.000 € seront versés si les conditions prévues aux articles 5 et 6 sont respectées et au regard des objectifs réalisés.

La subvention sera créditée au compte de l'Association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

## **ARTICLE 5 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

### **5.1 Bilan intermédiaire – Evaluation intermédiaire**

Telecom Valley s'engage à fournir un compte-rendu de réunion du bilan semestriel qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action subventionnée (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs définis dans le dossier unique de demande de subvention, au plus tard le 30 septembre de l'année 2020.



En particulier,

- Favoriser l'essor de nouvelles entreprises innovantes sur le territoire de Sophia Antipolis en accompagnant des porteurs de projets sélectionnés
  - Nombre d'évènements réalisés sur la technopole et nombre de participants / adhérents
  - Communication
  - Valorisation des actions auprès de l'écosystème (réseaux sociaux, médias, ...)
- Participer à l'animation de l'écosystème sophilopolitain à travers des évènements réguliers
  - Conventions de partenariat avec la French Tech pour l'organisation ou la participation à des actions en faveur des entreprises du numérique
  - Participation dans la mesure du possible aux évènements organisés par la mission « accueil et hébergement des entreprises » : conférences, présentations, séances de networking...
  - Nombre de candidatures du territoire reçues pour les évènements / concours organisés
- Recrutement ou fidélisation des membres sophilopolitains existants :
  - Actions de recrutement de nouveaux membres
  - Stratégie de fidélisation des membres
  - Niveau de satisfaction des membres
- Trophées Objets Connectés et Services :
  - Nombre d'équipes engagées
  - Typologie des projets (objets + services) développés
  - Moyens engagés
  - Impact de ce Trophée en communication pour le territoire sophilopolitain et ses entreprises

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions au plus tard le 30 septembre 2021.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

## **5.2 Bilan final – Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par Telecom Valley et communiqué au plus tard le 30 juin 2021.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

## **Commission paritaire**

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

## **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

Telecom Valley s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'Association Telecom Valley remettra chaque année à la C.A.S.A. son bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 30 avril au plus tard de l'année 2021.
- Si l'Association Telecom Valley est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

**➤ TELECOM VALLEY / SOFAB devront valoriser l'engagement, la participation et le soutien financier de la C.A.S.A. par la présence d'un logo et d'une mention dans l'ensemble des documents et supports de communication / d'informations diffusés par l'association, tous formats confondus, en lien avec l'action subventionnée.**

**Par ailleurs la marque « SOPHIA ANTIPOLIS » (logo et mention) devra aussi être présente sur les supports relatifs aux projets, événements et accompagnement des entreprises du territoire pour des raisons de visibilité et de pertinence.**

**Enfin, dans le cadre de la contribution du partenaire au rayonnement de Sophia Antipolis, ce dernier s'engage à alimenter régulièrement le site web de la technopole tout au long de l'année à travers le partage d'actualités et d'annonces d'événements à destination de la communauté sophipolitaine et à mettre en avant le lien du site web et des réseaux sociaux de la technopole dans sa communication en ligne.**

#### **ARTICLE 7 : ASSURANCE**

Telecom Valley reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

#### **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association Telecom Valley, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

Telecom Valley s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE**

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association Telecom Valley  
Le Co-Président

Pour la Communauté d'Agglomération Sophia  
Antipolis  
Le Président

**Fédréric BOSSARD**

**Jean LEONETTI**

# BUDGET GLOBAL PREVISIONNEL TELECOM VALLEY 2020

Intitulé des dépenses (1)	BUDGET	Ressources	BUDGET	%
<b>60 - Achats</b>		<b>74 - subventions d'exploitation</b>		
605 - Achats de matériels, équipements	38 960 €	Pépité		
606 - Achats, fournitures	11 217 €			
<b>61 - Services extérieurs</b>		<b>- Région(s) :</b>		
613 - Locations		PACA	70 000 €	16
616 - Primes d'assurances	1 700 €			
618 - Divers	3 500 €	<b>- Département(s) :</b>		
<b>62 - Autres services extérieurs</b>		Alpes Maritimes		
622 - Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	12 850 €	- EPCI		
623 - Publicité, public., relations publiques	4 500 €	CASA	35 000 €	8
625 - Déplacements, missions et réceptions	53 033 €	NCA		
626 - Frais postaux et frais de télécom.	500 €	CASA FABLAB	25 000 €	6
627 - Services bancaires	550 €	CACPL	13 000 €	3
628 - Divers	9 000 €			
<b>64 Charges de personnel</b>		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>		
641 - Salaires	125 922 €	cotisations	152 000 €	35
645 - Charges sociales	61 187 €	<b>77 - Produits exceptionnels</b>		
647 - Autres charges sociales	4 600 €	sur opérations de gestion	25 919 €	6
648 - Autres charges de personnel	4 600 €	sponsors privés	11 200 €	3
<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>		
Bénévolat	90 000 €	Bénévolat	90 000 €	21
Locaux	15 000 €	Locaux	15 000 €	3
<b>Total dépenses</b>	<b>437 119 €</b>	<b>Total ressources</b>	<b>437 119 €</b>	

J'atteste sur l'honneur l'authenticité des informations mentionnées sur ce document.

Fait à Sophia Antipolis, le 28/09/2019

ASSOCIATION TELECOM VALLEY  
Business Pole - Bat 1 - Entr A  
1047 Route des Dolines  
06560 SOPHIA ANTIPOLIS  
Tél. +33 (0)4 89 66 63 40 www.telecom-valley.fr  
Siret 392 373 411 00033 APE 9499Z

Frédéric BOSSARD & Franck LAVAGNA  
Présidents

nt et en son

réfecture.

du 20

u traité sur le

que général et

e

7 - Page 8 sur

## CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'INCUBATEUR TELECOM PARISTECH

### Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 10 février 2020 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

### ET

Télécom Paris, école de l'Institut Mines Télécom, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, régi par le décret n° 2012-279 du 28 Février 2012, dont le siège social est situé 19 place Marguerite Perey – 91 120 Palaiseau, représenté par Monsieur Nicolas Glady, Directeur ;

Ci-après désignée « **Télécom Paris** »

### EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

Depuis plus de dix ans, Télécom Paris fait de la création d'entreprises un de ses axes stratégiques au-delà de ses activités d'enseignement, de recherche et de formation continue.

Télécom Paris s'est doté d'un incubateur à Paris qui a été relayé par la création d'un second incubateur en Mai 2006 à Sophia Antipolis. Télécom Paris s'est implanté sur la technopole en se rapprochant de sa filiale Eurecom, et a donné naissance à l'incubateur Télécom Paris Eurecom Entrepreneurs.

Cet incubateur s'engage, non seulement, à mettre en œuvre une mission de détection et d'accompagnement de projets de création d'entreprises innovantes sur le territoire de Sophia Antipolis, mais aussi à soutenir les créateurs au niveau de la logistique, de l'hébergement et de l'accompagnement individuel.

Il accompagne en moyenne une dizaine de projets innovants dans les TIC par an, portés par de jeunes ingénieurs ou des anciens de l'école, qui, après une expérience dans le tissu industriel, se lancent avec un projet personnel. Ainsi, depuis le démarrage de l'incubateur, 72 projets ont abouti à la création d'entreprises générant plus de 362 emplois.

Par ailleurs, l'Incubateur Télécom Paris Eurecom Entrepreneurs travaille en synergie avec la Pépinière du Business Pôle et l'Incubateur Paca Est dans le cadre de la démarche qualité induite par le label EU BIC, obtenu en juin 2014.

Dans ce cadre, il est prévu que l'Incubateur Télécom Paris Eurecom Entrepreneurs participe activement au développement de l'innovation, au dynamisme économique du territoire et à la création d'emplois.



Il est convenu et arrêté ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, l'Incubateur Télécom Paris Eurecom Entrepreneurs s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de détection et d'accompagnement de projets de création d'entreprises innovants sur le territoire de Sophia Antipolis.

Les objectifs pour l'année 2020 de l'incubateur Télécom Paris Eurecom Entrepreneurs sont les suivants :

- poursuivre, dans le cadre du label EU BIC avec le Business Pôle et l'Incubateur Paca Est, une Plateforme d'Animation et d'Accélération pour la création d'entreprises du numérique (PAACEN) pour accueillir et accompagner les porteurs de projet pour faire émerger et encourager les meilleurs projets à aller vers l'incubation ;
- favoriser les essaimages et les liens avec les réseaux des anciens Telecom Paris, Eurecom et Mines Telecom afin de promouvoir l'Incubateur et encourager la création d'entreprises innovantes sur le territoire ;
- accompagner les projets dès leur entrée à l'Incubateur Télécom Paris Eurecom Entrepreneurs mais également après leur entrée en pépinière afin de leur donner de solides bases pour leur développement et assurer un soutien tout au long du cycle de vie du projet.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement l'Incubateur Télécom Paris Eurecom Entrepreneurs pour la réalisation de ces objectifs.

#### **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2020.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

#### **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 416 800€ conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'Incubateur Télécom Paris Eurecom Entrepreneurs s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

#### **ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 90 000 €.

Cette subvention sera versée en 2 temps : 70 % soit 63 000 € à compter de la date d'exécution de la présente convention, les 30 % restant soit 27 000 € seront versés si les conditions prévues aux articles 5 et 6 sont respectées et au regard des objectifs réalisés.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

## **ARTICLE 5 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'Incubateur Télécom Paris Eurecom Entrepreneurs s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. des bilans trimestriels ou semestriels et un bilan annuel de l'action subventionnée.

### **5.1 Bilans trimestriels ou semestriels–Evaluations intermédiaires**

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions à travers une réunion de bilan semestriel au cours du troisième trimestre 2020.

L'Incubateur Télécom Paris Eurecom Entrepreneurs s'engage à fournir, suite à cette réunion, un compte-rendu qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action subventionnée (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs définis dans le dossier unique de demande de subvention, au plus tard le 30 septembre de l'année 2020.

Par ailleurs la C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'Incubateur à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante :

- Suivi régulier de l'activité et résultats des comités d'incubation
- Réunion de bilan semestriel
- Bilan de l'action en fin d'année.

### **5.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de projets ayant candidaté
- Nombre d'entrées en incubation
- Liste des Entreprises intéressées par des surfaces au Business Pôle et / ou Starteo dans les 3 mois
- Liste des actions menées pour les entreprises en incubation
- Liste des actions de sensibilisation à l'entrepreneuriat pour les étudiants du 3e cycle d'UCA.
- Le nombre d'animations proposées aux incubés et celles mutualisées avec les hébergés du Business Pôle et / ou Starteo.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

➤ L'Incubateur invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

➤ **Telecom Paris devra valoriser l'engagement, la participation et le soutien financier de la C.A.S.A. par la présence d'un logo et d'une mention dans l'ensemble des documents et supports de communication / d'informations diffusés par l'association, tous formats confondus, en lien avec l'action subventionnée. Par ailleurs la marque « SOPHIA ANTIPOLIS » (logo et mention) devra aussi être présente sur les supports relatifs aux projets, événements et accompagnement des entreprises du territoire pour des raisons de visibilité et de pertinence. Enfin, dans le cadre de la contribution du partenaire au rayonnement de Sophia Antipolis, ce dernier s'engage à alimenter régulièrement le site web de la technopole tout au long de l'année à travers le partage d'actualités et d'annonces d'événements à destination de la communauté sophipolitaine et à mettre en avant le lien du site web et des réseaux sociaux de la technopole dans sa communication en ligne.**

### **5.3 Commission paritaire**

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés.

Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

### **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

L'Incubateur Télécom Paris Eurecom Entrepreneurs s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, Télécom Paris remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, il communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 30 avril au plus tard de l'année 2021.
- Si Télécom Paris est soumis à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, il s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

### **ARTICLE 7 : ASSURANCE**

L'Incubateur Télécom Paris Eurecom Entrepreneurs reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

### **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par Télécom Paris, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la

subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

L'Incubateur Télécom Paris Entrepreneurs s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

#### **ARTICLE 10 : AVENANT**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : LITIGES**

Télécom Paris et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour Télécom Paris,  
Le Directeur,

Pour la Communauté  
d'Agglomération Sophia Antipolis,  
Le Président,

**Nicolas GLADY**

**Jean LEONETTI**

## 5. Budget<sup>1</sup> de l'association

Année 2020 ou exercice du 01/01/2020.. au 31/12/2020..

Budget supplémentaire -  
demande pluriannuelle

Suppression du budget -  
demande pluriannuelle

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 - Achats</b>	31 000	<b>70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	33 000
Achats matières et fournitures	11 000	<b>73 - Dotations et produits de tarification</b>	
Autres fournitures	20 000	<b>74 - Subventions d'exploitation<sup>2</sup></b>	283 800
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
<b>61 - Services extérieurs</b>	72 000		
Locations	71 000		
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	1 000		
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	98 800	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	85 000		
Publicité, publication	10 000		
Déplacements, missions	3 800	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres		CASA	110 000
<b>63 - Impôts et taxes</b>	0	CAPG	5 000
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
<b>64 - Charges de personnel</b>	115 000	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	115 000	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	163 000
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	5 800
<b>65 - Autres charges de gestion courante</b>		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
<b>66 - Charges financières</b>		<b>76 - Produits financiers</b>	
<b>67 - Charges exceptionnelles</b>	100 000	<b>77 - Produits exceptionnels</b>	100 000
<b>68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées</b>		<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	
<b>69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés</b>		<b>79 - Transfert de charges</b>	
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	416 800	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	416 800
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

### CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE<sup>3</sup>

<b>86 - Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	0	<b>TOTAL</b>	0

<sup>1</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>2</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

<sup>3</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat ; voir notice.



## **CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION INCUBATEUR PACA EST**

### **Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 10 février 2020 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

### **ET**

L'Association dénommée « Association Incubateur PACA-Est » régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but d'aider à la création d'entreprises, dont le siège social est situé à C/O Business Pôle, 1047 route des dolines, 06560 VALBONNE, représentée par Mr Laurent LONDEIX agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **Incubateur PACA-Est**

### **EXPOSE**

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

Conformément à ses statuts, l'Association Incubateur PACA-Est, exerce notamment une mission relative à l'exercice de cette compétence d'aide à la création d'entreprises innovantes valorisant les résultats de leurs recherches. La loi sur l'innovation du 12 juillet 1999 a donné aux établissements universitaires et aux organismes de recherche la possibilité de mettre en place des incubateurs, structures d'aide et de soutien à la création d'entreprises innovantes valorisant les résultats de leurs recherches.

L'Incubateur PACA-Est fait partie des 29 incubateurs académiques sélectionnés et subventionnés par le Ministère en charge de la Recherche, il a été créé en juillet 2000 et est opérationnel depuis janvier 2001.

Ses objectifs se concentrent sur la valorisation des compétences et le transfert des technologies issus des laboratoires universitaires et organismes de recherche publics pour permettre la création d'entreprises innovantes et donc d'emplois à haute valeur ajoutée.

Généraliste, l'Incubateur PACA-Est accompagne des projets sur différents domaines thématiques et technologiques sur les axes suivants :

- **Accompagnement :** un chargé d'affaires suit l'évolution du projet durant la durée d'incubation. Ce suivi est complété par des formations et conseils assurés par des prestataires externes ;
- **Attribution d'une enveloppe financière :** avance remboursable en cas de succès en 4 annuités à compter de la troisième année qui suit la sortie d'incubation.

Cette enveloppe peut être utilisée par les porteurs de projets pour financer des prestations telles qu'une étude de marché, la création d'un site internet, le dépôt de brevets... ;

- Facilité d'hébergement : l'incubateur dispose de locaux au Business Pôle. Il entretient par ailleurs des relations privilégiées avec les pépinières d'entreprises (la Pépinière du Business Pôle, Starteo, Nice Côte d'Azur, Cré@tv, Grasse) afin d'assurer la transition des projets incubés vers ces structures.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir le programme d'actions 2020.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, l'Incubateur PACA-Est s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'accompagnement à la réalisation d'entreprises innovantes, issues ou adossées à des organismes de recherche, dans les départements Alpes maritimes et du Var. Le but étant au final, la création d'entreprises et d'emplois qualifiés à forte valeur ajoutée sur le territoire « PACA Est »

Les actions de l'Incubateur PACA-Est sont les suivantes :

- accompagnement de créateurs d'entreprises innovantes en lien avec la recherche publique, des étudiants de l'université de Nice Sophia Antipolis, Université Côte d'Azur, de SKEMA BS ; Ecoles ou formations d'Ingénieurs publiques et privées
- aiguillage de projets sur les pépinières Business Pôle EU BIC et Starteo ;
- apports de compétences auprès des Start Up du Business Pôle EU BIC en partenariat et complémentarité avec la C.A.S.A., dans le cadre du Label EU BIC ;
- contribution à l'organisation d'un réseau d'entrepreneurs de la C.A.S.A. permettant aux actuels et anciens incubés d'échanger sur leur expériences et bonnes pratiques.

En contre partie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement l'Incubateur PACA-Est pour la réalisation de ces objectifs.

### **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2020.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

### **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COÛTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 1 110 562€ conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

#### **ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 65 000 €.

Cette subvention sera versée en 2 temps : 70 % soit 45 500 € à compter de la date d'exécution de la présente convention, les 30 % restant soit 19 500 € seront versés si les conditions prévues aux articles 5 et 6 sont respectées et au regard des objectifs réalisés.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

#### **ARTICLE 5 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'Association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. des bilans semestriels et un bilan annuel de l'action subventionnée.

##### **5.1 Bilans semestriels–Evaluations intermédiaires**

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions à travers une réunion de bilan semestriel au cours du troisième trimestre 2020.

L'Incubateur PACA-Est s'engage à fournir, suite à cette réunion, un compte-rendu qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action subventionnée (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs définis dans le dossier unique de demande de subvention, au plus tard le 30 septembre de l'année 2020.

##### **5.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de projets ayant candidatés
- Nombre d'entreprises présentées en comité et validées par le bureau décisionnel
- Liste, activités et nombre des projets incubés au Business Pôle et / ou Starteo
- Liste et nombre des projets incubés sur le territoire C.A.S.A avec leur localisation
- Liste des Entreprises intéressées par des surfaces au Business Pôle et / ou Starteo dans les 3 mois
- Liste et localisation des entreprises à la sortie de l'incubateur sur le territoire de la C.A.S.A.
- Le nombre d'animations proposées aux incubés et celles mutualisées avec les hébergés du Business Pôle et / ou Starteo.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

Par ailleurs, l'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

### **5.3 Commission paritaire**

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

### **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

L'Incubateur PACA-Est s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice ;
- Plus particulièrement, l'Incubateur PACA-Est remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, il communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires ;
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 30 avril au plus tard de l'année 2021 ;
- Si l'Incubateur PACA-Est est soumis à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, il s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ **L'Incubateur PACA-Est devra valoriser l'engagement, la participation et le soutien financier de la C.A.S.A. par la présence d'un logo et d'une mention dans l'ensemble des documents et supports de communication / d'informations diffusés par l'association, tous formats confondus, en lien avec l'action subventionnée. Par ailleurs la marque « SOPHIA ANTIPOLIS » (logo et mention) devra aussi être présente sur les supports relatifs aux projets, événements et accompagnement des entreprises du territoire pour des raisons de visibilité et de pertinence. Enfin, dans le cadre de la contribution du partenaire au rayonnement de Sophia Antipolis, ce dernier s'engage à alimenter régulièrement le site web de la technopole tout au long de l'année à travers le partage d'actualités et d'annonces d'événements à destination de la communauté sophilopolitaine et à mettre en avant le lien du site web et des réseaux sociaux de la technopole dans sa communication en ligne.**

### **ARTICLE 7 : ASSURANCE**

L'Incubateur PACA-Est reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

## **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Incubateur Paca-Est, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

## **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

L'Incubateur PACA-Est s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

## **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

## **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE**

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association Incubateur PACA-Est  
Le Président,

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis  
Le Président,

**Laurent LONDEIX**

**Jean LEONETTI**



## 2. Budget prévisionnel de l'association/structure

Si l'exercice de l'association est différent de l'année civile, préciser les dates de début et de fin d'exercice. Le total des charges doit être égal au total des produits.

Exercice 2018

date de début : 01/01/20

date de fin : 31/12/20

CHARGES	Montant <sup>5</sup>	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
DEPENSES IMPREVUES		EXEDENT ANTERIEUR REPORTE	
60 – Achats	334 463	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	299 160
Prestations Incubés	330 000	013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	4 463	74- Subventions d'exploitation <sup>6</sup>	602 200
Autres fournitures		Etat : Ministère de la recherche	265200
61 - Services extérieurs	95 898	-PRE	
Locations loyer	73 838	-	
Entretien et réparation	13 200	Région PACA	95 000
Assurance	2 360		
Documentation + séminaires	6 500	Département(s) : 06	
62 - Autres services extérieurs	99 202	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	24 000	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>7</sup> et communes	
Publicité, publication	10 000	- CAPAP – NCA - TPM - CANNES	77 000
Déplacements, missions	47 062	- CASA	65 000
Services bancaires, cotisations	8 074		
Affranchissement, téléphone	10 066		
63 - Impôts et taxes	10 305	Autres Subventions (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,	10 305	-	
Autres impôts et taxes		Subventions ponctuelles GALDERMA	50 000
64- Charges de personnel	416 799	EFC STARTUP	50 000
Rémunération des personnels,	279 299	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	137 500		
Autres charges de personnel			
65- Perte s/créances irrécouvrables	20	75 - Autres produits de gestion courante	68 002
66- Charges financières		Cotisations membres	68 002
68- Dotation aux amortissements	1 500	76 - Produits financiers	1 200
68- Dot P Dépréciation cptes incubés	152 375	78 - Reprises provisions dépréciation douteux	140 000
		79 – Transferts de Charges	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	1 110 562	TOTAL DES PRODUITS	1 110 562
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>8</sup>			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	1 110 562	TOTAL	1 110 562

<sup>5</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>6</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>7</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

<sup>8</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 10/02/2020  
Numéro : BC\_2020\_051  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Soutien au développement territorial et animation -  
Réseaux et acteurs de l'accompagnement - Attribution  
de subventions  
Matière : 7.5 - Subventions  
**Interlocuteur**  
Nom : VINCENT Laurence

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : N5ywbMV

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 26/02/2020  
Identifiant : 006-240600585-20200210-BC\_2020\_051-DE

**Acte reçu**

Date : 10/02/2020  
Numéro interne : BC\_2020\_051  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 7  
Code matière 2 : 5  
Objet : Soutien au développement territorial et animation - Réseaux et acteurs de l'accompagnement -  
Attribution de subventions  
Classification utilisée : 29/08/2019  
Document : 99\_DE-006-240600585-20200210-BC\_2020\_051-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 10

99\_SE-006-240600585-20200210-BC\_2020\_051-DE-1-1\_2.PDF  
99\_SE-006-240600585-20200210-BC\_2020\_051-DE-1-1\_3.PDF  
99\_SE-006-240600585-20200210-BC\_2020\_051-DE-1-1\_4.PDF  
99\_SE-006-240600585-20200210-BC\_2020\_051-DE-1-1\_5.PDF  
99\_SE-006-240600585-20200210-BC\_2020\_051-DE-1-1\_6.PDF  
99\_SE-006-240600585-20200210-BC\_2020\_051-DE-1-1\_7.PDF  
99\_SE-006-240600585-20200210-BC\_2020\_051-DE-1-1\_8.PDF  
99\_SE-006-240600585-20200210-BC\_2020\_051-DE-1-1\_9.PDF  
99\_SE-006-240600585-20200210-BC\_2020\_051-DE-1-1\_10.PDF  
99\_SE-006-240600585-20200210-BC\_2020\_051-DE-1-1\_11.PDF

N